



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 17

CAPD du mardi 24 novembre 2015

En cette période extrêmement triste, trouble, agitée, le SNUipp-FSU17 apporte son soutien à toutes les victimes et leurs familles. Pourtant nous souhaitons revenir sur les décisions prises par le recteur en lien avec l'Etat d'urgence décrété par le gouvernement.

Nous comprenons parfaitement qu'on ait demandé aux enseignants d'être présents, disponibles, à l'écoute des familles et surtout des enfants dès le lundi qui a suivi ces événements tragiques.

Nous approuvons également la partie du texte envoyé par notre ministre laissant le soin aux enseignants d'adapter le temps de recueillement nécessaire aux élèves en fonction de leur classe et de leur âge. Celui-ci est plus adapté que celui envoyé au lendemain des attentats du 7 janvier qui avait fait polémique.

Pourtant de nombreux collègues n'ont pas compris la différence de traitement entre les élèves et eux-mêmes. **Ils auraient souhaité que leur protection soit aussi évoquée.**

Nous demandons donc qu'il n'y ait aucune sanction de prises contre les collègues qui ne se sont pas rendu-e-s le lundi aux animations pédagogiques.

Cela étant dit, notre travail de représentants du personnel continue et voici donc d'autres sujets :

- **La question des 108 heures**

Aujourd'hui, dans la vraie vie des écoles, le cadre des 108 heures annualisées explose et ne correspond plus aux exigences du métier. Conseil école-collège, handicap (PPS), nouveaux rythmes, nouveaux programmes, plus de maîtres, scolarisation des moins de trois ans, PAP, PAI, PPRE... à chaque fois qu'une nouvelle prescription arrive dans les écoles, le ministère répond « 108 heures », comme si ces dernières étaient extensibles à l'infini.

De plus, les nouveaux programmes incitent au travail en équipe et avec le nouveau cycle III les équipes seront élargies aux professeurs de 6^{ème} des collèges.

Le SNUipp-FSU lance donc une action en conséquence : « Réapproprions nous les 108h »

- Concernant les formations à distance, certaines circonscriptions ont rendu obligatoire l'utilisation de M@gistère pour les collègues. **Nous rappelons que M@gistère a fait l'objet d'un avis du CHSCT-MEN le 12 mars 2015. Il demande : « que celle-ci n'ait lieu que sur la base du volontariat et qu'aucune sanction ne soit engagée à l'encontre des collègues qui ne veulent pas entrer dans le dispositif, et qu'une véritable formation soit mise en place ».**

Pour le SNUipp-FSU 17, ni les animations pédagogiques ni les formations à distance, comme celles de la plateforme m@gistère **ne peuvent remplacer une véritable formation continue**. Cette dernière, pourtant indispensable, a fondu totalement et le peu de moyens qui y sont consacrés ne permettent pas de répondre aux besoins et aux attentes de tous nos collègues.

Le SNUipp-FSU revendique donc :

- que ces 108 constituent un forfait temps **mis à la disposition** des enseignants,
- que le temps des APC, dont aucune évaluation ne permet de prouver l'efficacité, **soit redonné** aux enseignants qui l'utiliseront en fonction de leurs besoins,
- **que cesse tout contrôle** de la part de la hiérarchie sur ce temps qui doit être placé sous la stricte responsabilité des enseignants.